

Communiqué de presse

Hors séance boursière – Information réglementée*
Bruxelles, 6 août 2026 (07.00 heures CEST)



KBC Groupe: Bénéfice de 1 152 millions d'euros pour le deuxième trimestre

Aperçu KBC Groupe (consolidé, IFRS)	2TR2026	1TR2026	2TR2025	1S2026	1S2025
Résultat net (en millions d'EUR)	1 152	557	1 018	1 709	1 564
Bénéfice de base par action (EUR)	2,83	1,32	2,50	4,15	3,82
Ventilation du résultat net, par division (en millions d'EUR)					
Belgique	747	317	607	1 063	888
République tchèque	272	223	240	494	447
Marchés internationaux	240	99	237	339	372
Centre de groupe	-106	-82	-65	-188	-143
Capitaux propres des actionnaires de la société mère par action (en EUR, fin de période)	64,3	64,7	58,9	64,3	58,9

"Nous avons enregistré un excellent bénéfice net de 1 152 millions d'euros au deuxième trimestre 2026. Par rapport au trimestre précédent, nos revenus totaux ont bénéficié de la hausse des revenus nets d'intérêts, des revenus des activités d'assurance, des revenus à la juste valeur et liés au trading, des revenus nets de commissions ainsi que du pic saisonnier observé au niveau des revenus de dividendes, alors que seuls les autres revenus nets ont baissé. Notre portefeuille de crédits a enregistré une croissance organique de 3% en rythme trimestriel et de 7% en glissement annuel. Les dépôts de la clientèle, hors dépôts à court terme volatils et à faible marge dans les filiales étrangères de KBC Bank, ont progressé de manière organique de 2% en glissement trimestriel et de 4% en glissement annuel. Les charges d'exploitation ont baissé sensiblement par rapport à leur niveau du trimestre précédent, l'essentiel des taxes bancaires et d'assurance au titre de l'année entière ayant été comptabilisées, comme toujours, au premier trimestre. Abstraction faite des taxes bancaires et d'assurance, les charges d'exploitation ont légèrement diminué par rapport au trimestre précédent. Sur une base year-to-date, les charges d'exploitation ont été conformes à nos prévisions pour l'ensemble de l'année 2026. Les charges des services d'assurance après réassurance ont augmenté, tout comme les réductions de valeur sur des actifs autres que des crédits. Les réductions de valeur sur crédits ont en revanche considérablement diminué en glissement trimestriel. Notre ratio de coût du crédit year-to-date s'est ainsi établi à un niveau favorable de 11 points de base au premier semestre 2026, si l'on exclut la réserve constituée au titre des incertitudes géopolitiques et macroéconomiques et la récente acquisition de 365.bank.

Par conséquent, en additionnant les résultats du premier et du deuxième trimestre de l'année, notre bénéfice net pour le premier semestre 2026 s'élève à 1 709 millions d'euros, soit une hausse de 9% par rapport à l'année précédente. Les récentes acquisitions de 365.bank en Slovaquie et de Business Lease en République tchèque et en Slovaquie ont contribué à hauteur de 29 millions d'euros au bénéfice semestriel.

Nous conservons une excellente solvabilité, avec un ratio common equity à pleine charge hors plancher selon Bâle IV de 14,4% à fin juin 2026. Nous avons par ailleurs finalisé notre deuxième opération de transfert de risque significatif (SRT, Significant Risk Transfer) sur un portefeuille de crédits corporate d'un montant de 1,25 milliard d'euros, ce qui a permis une réduction des actifs pondérés par le risque de 0,7 milliard d'euros. Notre liquidité est elle aussi restée très solide, comme en témoignent un ratio LCR de 158% et un ratio NSFR de 133%. En accord avec notre politique en matière de dividende, nous verserons un dividende intérimaire de 1 euro en novembre 2026, en tant qu'acompte sur le dividende total pour l'exercice 2026. Nous avons en outre décidé de relever, entre autres, nos prévisions 2026 concernant les revenus nets d'intérêts à "environ 7,05 milliards d'euros", contre "au moins 6 725 millions d'euros" précédemment, ainsi que nos prévisions 2026 concernant les revenus à "environ +11,0% en glissement annuel", contre "au moins +9,9% en glissement annuel" précédemment.

Nous restons à la pointe de l'innovation numérique et dans ce cadre, Kate continue de jouer un rôle central dans notre capacité à offrir à nos clients des services toujours plus rapides, plus intelligents et plus personnalisés. À ce jour, Kate compte déjà 6,2 millions de clients sur nos marchés stratégiques, et en moyenne, quelque 75% des demandes de nos clients y sont désormais traitées de manière autonome. Cela équivaut à la charge de travail de plus de 400 commerciaux à temps plein. Kate permet ainsi à nos équipes de consacrer davantage de temps à aider nos clients à résoudre des questions plus complexes et à leur fournir des conseils précieux dans les moments importants. Notre but ultime est d'être aux côtés de nos clients à chaque étape clé de leur vie, en leur proposant des solutions logement, mobilité, voyage et bien plus. Notre écosphère "MyMobility" a déjà séduit à ce jour près de 390 000 clients en Belgique (ce qui a conduit à une augmentation d'environ 40% de la part de marché des prêts auto depuis novembre 2025) et en République tchèque, tandis que 60 000 clients ont désormais rejoint l'écosphère "MyHome" en Belgique. Ces écosphères permettent à nos clients d'obtenir des informations utiles, des conseils, de l'aide et des simulations – Kate jouant ici un rôle de plus en plus important – pour répondre à leurs questions en matière de mobilité et de logement, tandis que l'interaction numérique avec le client fournit à KBC des pistes utiles pour nouer le contact et engager un dialogue plus approfondi. Afin d'apporter un éclairage supplémentaire sur ce sujet, nous proposerons, en marge de la communication des résultats du quatrième trimestre et de l'exercice 2026, un événement thématique qui se tiendra le jeudi 11 février 2027. Ce rendez-vous sera l'occasion de partager davantage d'informations sur la transformation numérique de notre groupe et de formuler de nouvelles orientations financières et non financières.

Pour finir, je tiens à remercier expressément l'ensemble de nos clients, collaborateurs, actionnaires et toutes les autres parties prenantes pour leur confiance et leur soutien. Plus que toute autre chose, cette confiance et ce soutien sont et restent la clé de la réussite de notre groupe, aujourd'hui comme demain."

Johan Thijs, Chief Executive Officer



Suivez-nous sur



Principales données financières du 2TR2026

- Les **revenus nets d'intérêts** ont augmenté de 8% en glissement trimestriel et de 20% en glissement annuel (17% en glissement annuel sur une base organique, c'est-à-dire si l'on exclut les récentes acquisitions de 365.Bank et Business Lease). La marge nette d'intérêts s'est établie à 2,23% pour le trimestre sous revue, en hausse de 6 points de base par rapport au trimestre précédent et de 15 points de base par rapport au même trimestre un an plus tôt (13 points de base sur une base organique). Les volumes des crédits à la clientèle ont enregistré une croissance organique de 3% en glissement trimestriel et de 7% en rythme annuel. Les dépôts de la clientèle, hors dépôts à court terme volatils et à faible marge dans les filiales étrangères de KBC Bank, ont enregistré une croissance organique de 2% en glissement trimestriel et de 4% en glissement annuel.
- Le **résultat des services d'assurance** (revenus des activités d'assurance avant réassurance - charges des services d'assurance avant réassurance + résultat net des contrats de réassurance détenus) s'est établi à 170 millions d'euros, contre 172 millions d'euros au trimestre précédent et 166 millions d'euros au même trimestre de l'année précédente. Le résultat des services d'assurance pour le trimestre sous revue se décompose comme suit: 111 millions d'euros pour l'assurance non-vie et 58 millions d'euros pour l'assurance vie. Le ratio combiné des activités d'assurance non-vie pour le premier semestre 2026 s'établit à un excellent 85%, contre 87% pour l'exercice 2025 complet. Les ventes de produits d'assurance non-vie ont augmenté de 10% en rythme annuel, tandis que les ventes d'assurance vie ont reculé de 30% par rapport au niveau très élevé enregistré au trimestre précédent et progressé de 24% par rapport au même trimestre de l'année précédente. Au premier semestre 2026, les ventes d'assurance vie et non-vie ont progressé respectivement de 9% et 18% en glissement annuel.
- Les **revenus nets de commissions** ont augmenté de 4% en rythme trimestriel et de 14% en rythme annuel (11% sur une base organique). Les actifs sous gestion ont progressé de 10% en glissement trimestriel et de 17% en rythme annuel.
- Les **revenus à la juste valeur et liés au trading ainsi que les produits et charges financiers de l'assurance** ont progressé de 26 millions d'euros par rapport au trimestre précédent et baissé de 58 millions d'euros par rapport au même trimestre un an plus tôt. Les **autres revenus nets** ont été conformes à leur rythme habituel. Les revenus de dividendes ont crû par rapport au trimestre précédent, la majeure partie des revenus de dividendes étant traditionnellement perçue au deuxième trimestre de l'année.
- Si l'on exclut l'effet de change, les **charges d'exploitation, hors taxes bancaires et d'assurance**, ont baissé de 1% en glissement trimestriel et augmenté de 6% en rythme annuel (5% sur une base organique). Les taxes bancaires et d'assurance se sont élevées à 64 millions d'euros, un niveau largement inférieur aux 549 millions d'euros enregistrés au trimestre précédent, étant donné que le premier trimestre comprend traditionnellement l'essentiel des taxes bancaires et d'assurance au titre de l'année entière. Le ratio charges/produits pour le premier semestre 2026 est ressorti à 43%, contre 46% pour l'exercice 2025 complet. Certains éléments hors exploitation sont exclus du calcul et les taxes bancaires et d'assurance ont été réparties de façon homogène sur l'année entière. Abstraction faite de l'intégralité des taxes bancaires et d'assurance, le ratio charges/produits pour le premier semestre 2026 s'est élevé à 40%, contre 41% pour l'ensemble de l'année 2025.
- Les **réductions de valeur sur crédits** crédits se sont élevées à 66 millions d'euros au cours du trimestre sous revue et comprenaient 53 millions d'euros au titre du portefeuille de crédits (en baisse par rapport aux 89 millions d'euros enregistrés au trimestre précédent) ainsi qu'une augmentation de 13 millions d'euros de la réserve pour incertitudes géopolitiques et macroéconomiques (contre une augmentation de pas moins de 75 millions d'euros au trimestre précédent, imputable à la comptabilisation d'un management overlay en lien avec les turbulences géopolitiques). Si l'on exclut la réserve constituée au titre des incertitudes géopolitiques et macroéconomiques et l'impact de l'acquisition de 365.bank, le ratio de coût du crédit pour le premier semestre 2026 s'est établi à 0,11%, contre 0,13% pour l'exercice 2025 complet. Les réductions de valeur sur des actifs *autres que des crédits* sont ressorties à 69 millions d'euros au cours du trimestre sous revue (principalement imputables aux logiciels en Belgique et aux pertes d'ajustement en Hongrie – voir ci-dessous), contre 1 million d'euros au trimestre précédent et 8 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt.
- Notre **liquidité** est restée solide, avec un ratio LCR de 158% et un ratio NSFR de 133%. Notre **base de capital** demeure robuste, avec un ratio common equity à pleine charge hors plancher de 14,4%*.

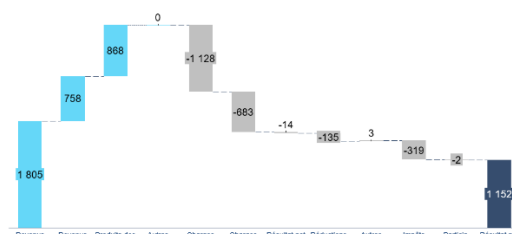
Les piliers de notre stratégie



- Nous plaçons le client au centre de nos préoccupations
- Nous cherchons à proposer à nos clients une expérience unique dans le domaine de la bancassurance
- Nous développons notre groupe dans une optique de long terme et avons pour objectif de générer une croissance durable et rentable
- Nous assumons notre rôle au sein de la société et des économies locales
- Nous renforçons les valeurs PEARL+ et mettons l'accent sur le développement conjoint de solutions, d'initiatives et d'idées au sein du groupe

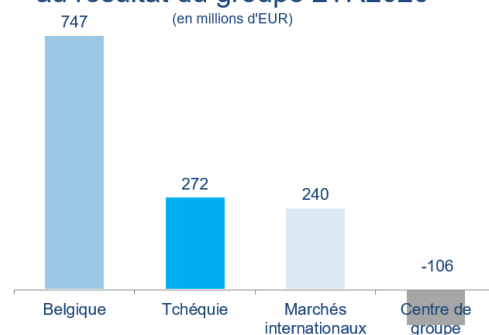
Composition du résultat 2TR2026

(en millions d'EUR)



Contribution des divisions au résultat du groupe 2TR2026

(en millions d'EUR)



* Ratio common equity à pleine charge hors plancher: tient compte de l'impact total de Bâle IV sur les actifs pondérés par le risque, mais exclut l'impact du plancher de fonds propres.

Aperçu des résultats et du bilan

Compte de résultat consolidé, IFRS, KBC Groupe (simplifié; en millions d'EUR)

	2TR2026	1TR2026	4TR2025	3TR2025	2TR2025	1S2026	1S2025
Revenus nets d'intérêts	1 805	1 672	1 608	1 527	1 509	3 477	2 930
Revenus des activités d'assurance avant réassurance	868	843	830	810	788	1 711	1 561
Non-vie	731	706	705	688	667	1 437	1 316
Vie	136	137	125	122	121	273	246
Revenus de dividendes	42	11	23	12	33	53	42
Résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat ¹ et produits et charges financiers de l'assurance	-92	-118	-22	-62	-34	-211	-79
Revenus nets de commissions	758	729	725	707	667	1 487	1 357
Autres revenus nets	50	89	39	47	77	139	143
Revenus totaux	3 431	3 225	3 203	3 041	3 041	6 656	5 955
Charges d'exploitation (hors charges directement attribuables à l'assurance)	-1 128	-1 599	-1 133	-1 055	-1 020	-2 727	-2 518
Total des charges d'exploitation, hors taxes bancaires et d'assurance	-1 209	-1 214	-1 224	-1 143	-1 125	-2 423	-2 232
Total des taxes bancaires et d'assurance	-64	-549	-51	-49	-27	-613	-566
Moins: charges d'exploitation affectées aux charges des services d'assurance	145	164	142	138	132	309	280
Charges des services d'assurance avant réassurance	-683	-644	-638	-643	-608	-1 328	-1 230
Dont commission d'assurance versée	-113	-110	-114	-109	-105	-223	-206
Non-vie	-606	-561	-573	-578	-541	-1 168	-1 084
Vie	-77	-83	-65	-66	-67	-160	-146
Résultat net des contrats de réassurance détenus	-14	-27	-26	-25	-15	-42	-24
Réductions de valeur	-135	-165	-120	-51	-124	-300	-162
Dont: sur actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	-66	-164	-73	-45	-116	-231	-155
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et joint-ventures	3	2	3	2	1	4	2
Résultat avant impôts	1 473	791	1 289	1 269	1 275	2 264	2 022
Impôts	-319	-235	-285	-267	-257	-554	-458
Résultat après impôts	1 153	557	1 003	1 003	1 018	1 710	1 564
attribuable à des participations minoritaires	2	0	0	1	0	1	0
attribuable aux actionnaires de la société mère	1 152	557	1 003	1 002	1 018	1 709	1 564
Bénéfice de base par action (EUR)	2,83	1,32	2,44	2,44	2,50	4,15	3,82
Bénéfice dilué par action (EUR)	2,83	1,32	2,44	2,44	2,50	4,15	3,82

Chiffres clés du bilan consolidé, IFRS, KBC Groupe (en millions d'EUR)

	30-06-2026	31-03-2026	31-12-2025	30-09-2025	30-06-2025
Total des actifs	412 249	396 820	397 372	383 338	390 669
Prêts et avances à la clientèle	221 636	214 487	208 612	206 113	202 031
Titres (actions et titres de créance)	96 100	93 757	88 980	85 310	85 490
Dépôts de la clientèle	251 478	246 450	237 868	232 462	236 626
Dettes de contrats d'assurance	18 118	17 559	17 423	17 152	17 022
Dettes de contrats d'investissement, assurance	18 688	16 877	16 998	16 433	15 757
Total des capitaux propres	28 147	28 285	27 985	27 019	26 229

Ratios sélectionnés pour KBC Groupe (consolidé)

	1S2026	Exercice 2025
Rendement sur capitaux propres (hors éléments hors exploitation et avec répartition homogène des taxes bancaires et d'assurance sur l'année) ²	16%	15%
Ratio charges/produits, groupe		
- hors éléments hors exploitation et avec répartition homogène des taxes bancaires et d'assurance sur l'année	43%	46%
- hors total des taxes bancaires et d'assurance	40%	41%
Ratio combiné, assurance non-vie	85%	87%
Ratio common equity (CET1), à pleine charge (selon Bâle IV, compromis danois, hors plancher ³)	14,4%	14,9%
Ratio de coût du crédit		
- hors réserve constituée au titre des incertitudes géopolitiques et macroéconomiques et récente acquisition de 365.bank	0,11%	0,13%
- y compris réserve constituée au titre des incertitudes géopolitiques et macroéconomiques et récente acquisition de 365.bank	0,17%	0,13%
Ratio de crédits impaired	1,8%	1,8%
pour les crédits en souffrance depuis plus de 90 jours	1,0%	0,9%
Ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR)	133%	138%
Ratio de couverture des liquidités (LCR)	158%	159%

1 Le résultat net des instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat est également appelé "Revenus à la juste valeur et liés au trading" et les réductions de valeur sur actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont également appelées "Réductions de valeur sur crédits".

2 Sur la base des fonds propres tangibles, ce chiffre s'élevait à 18% pour le premier semestre 2026 et à 16% pour l'exercice 2025 complet.

3 Ratio common equity à pleine charge hors plancher: tient compte de l'impact total de Bâle IV sur les actifs pondérés par le risque, mais exclut l'impact du plancher de fonds propres.

Analyse du trimestre (2TR2026)

Revenus totaux: 3 431 millions d'euros

+6% par rapport au trimestre précédent et +13% en rythme annuel

Les **revenus nets d'intérêts** se sont élevés à 1 805 millions d'euros, en hausse de 8% par rapport au trimestre précédent et de 20% par rapport au même trimestre de l'année précédente (hausse de 17% par rapport au même trimestre de l'année précédente sur une base organique, c'est-à-dire si l'on exclut l'impact de l'acquisition récente de 365.bank et de Business Lease).

La hausse de 8% par rapport au trimestre précédent s'explique principalement par un résultat de la transformation commerciale plus élevé, une hausse des revenus provenant des activités de crédit (effet positif de l'augmentation du volume des crédits et d'un élément non récurrent en Hongrie, compensé en grande partie par l'effet négatif de la pression sur les marges sur la plupart des marchés stratégiques), une nette augmentation des revenus d'intérêts provenant des obligations indexées sur l'inflation et un nombre de jours plus élevé au cours du trimestre, le tout partiellement compensé par la hausse des coûts de financement wholesale. La hausse de 20% par rapport au même trimestre de l'année précédente s'explique principalement par un résultat de la transformation commerciale nettement plus élevé, une hausse des revenus provenant des activités de crédit, une augmentation des revenus d'intérêts provenant des obligations indexées sur l'inflation, une hausse des revenus d'intérêts provenant de la salle des marchés et, dans une moindre mesure, par une hausse des revenus d'intérêts provenant des activités de gestion de trésorerie à court terme, une baisse des coûts liés aux réserves obligatoires minimum détenues auprès des banques centrales et une hausse des revenus d'intérêts provenant des dépôts à terme de la clientèle.

La marge nette d'intérêts s'est établie à 2,23% pour le trimestre sous revue, en hausse de 6 points de base en glissement trimestriel et de 15 points de base par rapport au même trimestre un an plus tôt (13 points de base sur une base organique). À 222 milliards d'euros, le volume des crédits à la clientèle a augmenté de 3% par rapport au trimestre précédent et de 10% par rapport à l'année précédente. Hors acquisitions récentes, le volume des crédits a progressé de manière organique de 3% par rapport au trimestre précédent et de 7% par rapport au même trimestre de l'année précédente, la hausse concernant tous les pays stratégiques. Les dépôts de la clientèle se sont inscrits à 251 milliards d'euros. À première vue, ils ont progressé de 2% en glissement trimestriel et de 6% en glissement annuel. Toutefois, sur une base organique et abstraction faite des dépôts à court terme volatils et à faible marge dans les filiales étrangères de KBC Bank (motivés par des opportunités de gestion de trésorerie à court terme), les dépôts de la clientèle ont crû de 2% en glissement trimestriel et de 4% en rythme annuel.

Pour connaître les prévisions relatives aux revenus nets d'intérêts attendus pour l'exercice 2026 (mises à jour) et les suivants, veuillez vous référer à la section "Nos prévisions".

Le **résultat des services d'assurance** (revenus des activités d'assurance avant réassurance - charges des services d'assurance avant réassurance + résultat net des contrats de réassurance détenus; ces deux derniers éléments n'étant pas inclus dans les revenus totaux) s'est établi à 170 millions d'euros, dont 111 millions d'euros pour l'assurance non-vie et 58 millions d'euros pour l'assurance vie.

Le résultat des services d'assurance **non-vie** a baissé de 6% par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement d'une hausse des charges des services d'assurance (augmentation des sinistres dus aux tempêtes et aux incendies industriels, entre autres), largement compensée par l'augmentation des revenus des activités d'assurance et l'amélioration du résultat de la réassurance. Il accuse un recul de 1% par rapport au même trimestre un an plus tôt, étant donné que la hausse des revenus des activités d'assurance a presque entièrement compensé l'augmentation des charges des services d'assurance. Le résultat des services d'assurance **vie** a augmenté de 9% par rapport au trimestre précédent, en raison principalement d'une baisse des charges des services d'assurance, et de 10% en rythme annuel, la hausse des revenus des activités d'assurance ayant plus que compensé l'augmentation des charges des services d'assurance.

Le ratio combiné des activités d'assurance non-vie s'élève à 85% pour les six premiers mois de l'année, contre 87% pour l'ensemble de l'année 2025. À 739 millions d'euros, les ventes de l'assurance non-vie (primes brutes comptables) ont crû de 10% en glissement annuel, avec une croissance dans tous les pays et toutes les grandes branches. Les ventes de produits d'assurance vie se sont élevées à 813 millions d'euros (en baisse de 30% par rapport au niveau très élevé du trimestre précédent), essentiellement du fait d'une baisse des ventes de produits d'assurance de la branche 23 et, dans une moindre mesure, des ventes de produits branche 21. Les ventes de l'assurance vie ont augmenté de 24% par rapport au même trimestre un an plus tôt, en grande partie grâce à l'augmentation des ventes de produits d'assurance vie de la branche 23. Au total, la part des produits branche 21 et des produits de la branche 23 dans nos ventes de produits d'assurance vie au cours du trimestre sous revue s'est élevée à 40% et 53%, respectivement, le reste étant constitué de produits hybrides (principalement en Belgique et en République tchèque).

Pour connaître les prévisions relatives aux revenus des activités d'assurance pour l'exercice 2026 (mises à jour) et les suivants, ainsi que le ratio combiné, veuillez vous référer à la section "Nos prévisions".

Les **revenus nets de commissions** s'établissent à 758 millions d'euros, en hausse de 4% en rythme trimestriel et de 14% en rythme annuel (11% sur une base organique).

La hausse de 4% en rythme trimestriel s'explique principalement par une augmentation des commissions provenant des services de gestion d'actifs (imputable essentiellement à la hausse des commissions de gestion et, dans une moindre mesure, des droits d'entrée et des commissions de distribution perçues au titre des fonds de placement) et par une augmentation des commissions provenant des activités bancaires (due notamment à la hausse des commissions pour les services de paiement et des revenus de réseau). La hausse de 14% en rythme annuel s'explique principalement par une nette augmentation des commissions provenant des services de gestion d'actifs et, dans une moindre mesure, par la hausse des commissions provenant des activités bancaires (augmentation des commissions provenant des services de paiement, des revenus de réseau et des services de titres, partiellement compensée par des charges de coupon liées au SRT, entre autres facteurs).

Fin juin 2026, les actifs sous gestion totaux s'élevaient à 328 milliards d'euros, en hausse de 10% par rapport au trimestre précédent, grâce à la performance positive du marché sur le trimestre (+10 points de pourcentage) et à l'effet positif des entrées nettes (+1 point de pourcentage). La croissance des actifs sous gestion s'est montée à 17% en rythme annuel, les entrées nettes contribuant à hauteur de 4 points de pourcentage et la performance positive du marché sur les 12 derniers mois à hauteur de 13 points de pourcentage.

Les **revenus à la juste valeur et liés au trading ainsi que les produits et charges financiers de l'assurance** sont ressortis à -92 millions d'euros, en hausse de 26 millions d'euros par rapport au trimestre précédent mais en baisse de 58 millions d'euros par rapport au même trimestre un an plus tôt. La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique principalement par l'augmentation du résultat des dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management (quelque peu neutralisée par une légère baisse des revenus de la salle des marchés et par des ajustements de la valeur de marché plus négatifs (xVA)), tandis que la baisse par rapport au même trimestre un an plus tôt tient en partie à la diminution des revenus de la salle des marchés et à des ajustements de la valeur de marché plus négatifs.

Les **autres éléments de revenu** comprennent des revenus de dividendes de 42 millions d'euros (en nette hausse par rapport au trimestre précédent, la majeure partie des revenus de dividendes étant traditionnellement perçue au deuxième trimestre) et d'autres revenus nets de 50 millions d'euros (conformes au niveau habituel).

Charges d'exploitation, hors taxes bancaires et d'assurance: 1 209 millions d'euros

en légère baisse par rapport au trimestre précédent et +7% en rythme annuel (+6% si l'on exclut l'effet de change)

Les charges d'exploitation, hors taxes bancaires et d'assurance, se sont élevées à 1 209 millions d'euros au cours du trimestre sous revue. Si l'on exclut l'effet de change, elles ont baissé de 1% par rapport au trimestre précédent et augmenté de 6% en rythme annuel (5% en rythme annuel sur une base organique). La légère baisse par rapport au trimestre précédent s'explique par la réduction des coûts de personnel (l'impact négatif de l'indexation et de la revalorisation des salaires a été plus que compensé par le fait que le trimestre précédent avait inclus un bonus exceptionnel accordé aux collaborateurs en raison de l'excellent résultat de 2025) ainsi que par la hausse des charges liées aux ICT et aux biens d'équipement, des coûts de marketing, des frais professionnels et des charges d'amortissement. La hausse en rythme annuel tient à l'augmentation des coûts de personnel, des charges liées aux ICT, des coûts de marketing, des frais professionnels et des charges d'amortissement.

Si l'on exclut les effets de change, les acquisitions récentes et le bonus pour résultat exceptionnel accordé aux collaborateurs, les charges d'exploitation à périmètre constant (hors taxes bancaires et d'assurance) pour le premier semestre ont augmenté de 3,4% en glissement annuel, ce qui est parfaitement conforme à nos prévisions. Pour connaître les prévisions relatives aux charges d'exploitation pour l'exercice 2026 et les suivants, veuillez vous référer à la section "Nos prévisions".

Les **taxes bancaires et d'assurance** se sont établies à 64 millions d'euros pour le trimestre sous revue, en très nette baisse par rapport aux 549 millions d'euros du trimestre précédent, un montant qui s'explique par le fait que l'essentiel des taxes bancaires et d'assurance au titre de l'exercice complet sont généralement comptabilisées au premier trimestre de l'année. En rythme annuel, les taxes bancaires et d'assurance ont progressé de 37 millions d'euros, en raison principalement d'une hausse des prélèvements nationaux (en Hongrie principalement) et d'une contribution plus élevée aux systèmes de garantie des dépôts (en Bulgarie principalement).

Après exclusion de divers éléments hors exploitation et répartition des taxes bancaires et d'assurance de façon homogène sur l'année entière, le ratio charges/produits pour le premier semestre 2026 ressort à 43%, contre 46% pour l'exercice 2025 complet. Abstraction faite de l'intégralité des taxes bancaires et d'assurance, le ratio charges/produits s'élève à 40%, contre 41% pour l'exercice 2025.

Réductions de valeur sur crédits: charge nette de 66 millions d'euros

contre une charge nette de 164 millions d'euros au trimestre précédent et une charge nette de 116 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt

Les chiffres du trimestre sous revue incluent une charge de **réduction de valeur nette sur crédits** de 66 millions d'euros, contre une charge nette de 164 millions d'euros au trimestre précédent et de 116 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. Si l'on exclut les acquisitions récentes, les réductions de valeur nettes sur crédits se sont élevées à 57 millions d'euros au cours du trimestre considéré.

La charge nette de 66 millions d'euros pour le trimestre sous revue comprend:

- une charge de 53 millions d'euros liée au portefeuille de crédits, inférieure aux 89 millions d'euros enregistrés au trimestre précédent;
- une augmentation de 13 millions d'euros de la réserve constituée au titre des incertitudes géopolitiques et macroéconomiques, contre une augmentation nettement plus élevée de 75 millions d'euros découlant d'un "management overlay" au trimestre précédent (voir aussi la déclaration relative aux risques ci-dessous et la note 3.9 des financial statements du rapport trimestriel). Par conséquent, l'encours de la réserve pour incertitudes géopolitiques et macroéconomiques s'établissait à 188 millions d'euros à fin juin 2026.

Le **ratio de coût du crédit** s'est ainsi établi à 0,11% pour le premier semestre 2026 (si l'on exclut les variations de la réserve constituée au titre des incertitudes géopolitiques et macroéconomiques, ainsi que l'acquisition de 365.bank), contre 0,13% pour l'ensemble de l'année 2025. Si l'on inclut la réserve constituée au titre des incertitudes géopolitiques et macroéconomiques et l'acquisition de 365.bank, le ratio de coût du crédit s'élève à 0,17% pour le premier semestre 2026. À fin juin 2026, notre portefeuille de crédits total comportait quelque 1,8% de crédits impaired ("niveau 3"), soit une proportion identique à celle observée fin 2025. Les crédits impaired en souffrance depuis plus de 90 jours représentaient 1,0% du portefeuille de crédits, contre 0,9% à fin 2025.

Pour connaître les prévisions relatives au ratio de coût du crédit pour l'exercice 2026 et les suivants, veuillez vous référer à la section "Nos prévisions".

Les **réductions de valeur sur des actifs autres que des crédits** sont ressorties à 69 millions d'euros au cours du trimestre considéré, contre 1 million d'euros au trimestre précédent et 8 millions d'euros au même trimestre un an plus tôt. Le chiffre du trimestre sous revue comprenait principalement une réduction de valeur sur les logiciels en Belgique et une réduction de valeur liée à des pertes d'ajustement en Hongrie (découlant de l'incertitude qui entoure la prolongation de la période d'application de la réglementation sur le plafonnement des intérêts, dont certains pourraient être recouvrés dans les prochains trimestres).

Résultat net par division

Belgique 747 millions d'euros; Rép. tchèque 272 millions d'euros; Marchés internationaux 240 millions d'euros; Centre de groupe -106 millions d'euros

Belgique: à première vue, le résultat net (747 millions d'euros) progresse de 136% d'un trimestre à l'autre. Toutefois, si l'on exclut les taxes bancaires et d'assurance (l'essentiel de ces taxes au titre de l'année entière est comptabilisé au premier trimestre, ce qui déforme la comparaison d'un trimestre sur l'autre), le résultat net s'inscrit en hausse de 25% en glissement trimestriel, sous l'effet combiné des éléments suivants:

- la hausse des revenus totaux (augmentation dans toutes les principales lignes de revenus, à l'exception des "autres revenus nets");
- la légère baisse du niveau de coûts (à noter que le trimestre précédent avait inclus un bonus exceptionnel accordé aux collaborateurs);
- la baisse des charges des services d'assurance après réassurance;
- la nette diminution des réductions de valeur (forte baisse des réductions de valeur sur crédits, en partie neutralisée par une hausse des autres réductions de valeur).

République tchèque: à première vue, le résultat net (272 millions d'euros) progresse de 22% d'un trimestre à l'autre. Toutefois, si l'on exclut les taxes bancaires et d'assurance (l'essentiel de ces taxes au titre de l'année entière étant comptabilisées de manière anticipée au premier trimestre), le résultat net ressort en hausse de 12% en glissement trimestriel, sous l'effet combiné des éléments suivants:

- la hausse des revenus totaux (augmentation dans toutes les principales lignes de revenus, à l'exception des "autres revenus nets");
- la légère baisse du niveau de coûts (à noter que le trimestre précédent avait inclus un bonus exceptionnel accordé aux collaborateurs);
- l'augmentation des charges des services d'assurance après réassurance;
- la nette diminution des réductions de valeur.

Marchés internationaux: le résultat net de 240 millions d'euros se répartit comme suit: 47 millions d'euros pour la Slovaquie (les acquisitions récentes dans ce pays représentent 16 millions d'euros), 90 millions d'euros pour la Hongrie et 103 millions d'euros pour la Bulgarie. Pour la division dans son ensemble, le résultat net s'inscrit, à première vue, en hausse de 142% par rapport au trimestre précédent. Toutefois, si l'on exclut les taxes bancaires et d'assurance (l'essentiel de ces taxes au titre de l'année entière étant comptabilisées de manière anticipée au premier trimestre), le résultat net de la division ressort en baisse de 6% en glissement trimestriel, sous l'effet combiné des éléments suivants:

- la hausse des revenus totaux (dans toutes les principales lignes de revenus, à l'exception des "autres revenus nets" et des "revenus à la juste valeur et liés au trading");
- la relative stabilité du niveau de coûts (à noter que le trimestre précédent avait inclus un bonus exceptionnel accordé aux collaborateurs);
- la relative stabilité des charges des services d'assurance après réassurance;
- la nette augmentation des réductions de valeur (découlant principalement des pertes d'ajustement liées à la prolongation de la période d'application du plafonnement des intérêts en Hongrie – voir plus haut).

Centre de groupe: le résultat net (-106 millions d'euros) s'est creusé de 24 millions d'euros par rapport au trimestre précédent, sous l'effet des éléments suivants:

- des revenus totaux légèrement plus négatifs;
- la hausse des coûts;
- l'augmentation des charges des services d'assurance après réassurance;
- une reprise de réductions de valeur légèrement moins élevée;

Un tableau reprenant les résultats complets est fourni à la section "Additional information" du rapport trimestriel. Une courte analyse des résultats par division est fournie dans la présentation destinée aux analystes (disponible sur www.kbc.com).

Ratios par division sélectionnés	Belgique		République tchèque		Marchés internationaux	
	1S2026	Exercice 2025	1S2026	Exercice 2025	1S2026	Exercice 2025
Ratio charges/produits						
- hors éléments hors exploitation et avec répartition homogène des taxes bancaires et d'assurance sur l'année	39%	43%	41%	42%	45%	45%
- hors total des taxes bancaires et d'assurance	37%	39%	40%	41%	37%	37%
Ratio combiné, assurance non-vie	83%	86%	83%	87%	91%*	90%*
Ratio de coût du crédit						
- hors réserve constituée au titre des incertitudes géopolitiques et macroéconomiques et récente acquisition de 365.bank	0,11%	0,15%	0,07%	0,07%	0,19%	0,16%
- y compris réserve constituée au titre des incertitudes géopolitiques et macroéconomiques et récente acquisition de 365.bank	0,16%	0,13%	0,13%	0,10%	0,27%	0,18%
Ratio de crédits impaired	1,9%	1,8%	1,2%	1,3%	1,9%	1,7%

* Abstraction faite des taxes d'assurance exceptionnelles en Hongrie, le ratio combiné s'est élevé à 87% pour le premier semestre 2026 et à 88% pour l'exercice 2025..

Solvabilité et liquidité

Ratio common equity de 14,4%, LCR de 158%, NSFR de 133%

À fin juin 2026, le **total des capitaux propres** s'élevait à 28,1 milliards d'euros (25,5 milliards d'euros de capitaux propres des actionnaires de la société mère, 2,5 milliards d'euros d'instruments additionnels Tier-1 et 0,1 milliard d'euros de participations minoritaires). C'est 0,2 milliard d'euros de plus qu'à fin 2025. Cela s'explique par les effets combinés de:

- la prise en compte du bénéfice réalisé au premier semestre 2026 (+1,7 milliard d'euros);
- le paiement du dividende final pour 2025 en mai 2026 (-1,6 milliard d'euros);
- la hausse des réserves de réévaluation (+0,1 milliard d'euros);
- plusieurs autres éléments de moindre importance.

Les détails de ces variations sont fournis à la rubrique "Consolidated statement of changes in equity" de la section "Consolidated financial statements" du rapport trimestriel.

À fin juin 2026, notre **ratio common equity** à pleine charge hors plancher (CET1) s'élevait à 14,4%. Si l'on exclut l'impact des acquisitions récentes, notre ratio CET1 est resté globalement stable par rapport à la situation à fin décembre 2025. L'opération SRT récente portant sur un portefeuille de crédits corporate d'un montant de 1,25 milliard d'euros a permis une réduction de 0,7 milliard d'euros des actifs pondérés par le risque et a eu un impact positif sur le ratio CET1 d'environ 7 points de base au deuxième trimestre 2026. À fin juin 2026, KBC Assurances affichait un ratio de solvabilité de 231% en vertu du cadre réglementaire Solvabilité II, contre 227% fin 2025. De plus amples détails sur la solvabilité sont fournis dans la section "Additional information" du rapport trimestriel, sous la rubrique "Solvency".

Notre **liquidité** s'est également maintenue à un excellent niveau, avec un ratio LCR de 158% et un ratio NSFR de 133%, contre 159% et 138% respectivement à fin 2025, des chiffres nettement supérieurs au minimum réglementaire de 100%.

En accord avec notre politique en matière de **dividende**, nous verserons un dividende intérimaire de 1 euro le 6 novembre 2026, en tant qu'acompte sur le dividende total pour l'exercice 2026.

Analyse de la période sous revue year-to-date (1S2026)

Résultat net pour le 1S2026: 1 709 millions d'euros

en hausse de 9% en rythme annuel

Faits marquants (par rapport aux six premiers mois de l'année 2025, sauf indication contraire):

- **Revenus nets d'intérêts:** en hausse de 19%, à 3 477 millions d'euros. Cette hausse s'explique principalement par un résultat de la transformation commerciale nettement plus élevé, une hausse des revenus d'intérêts provenant des activités de crédit, une hausse des revenus d'intérêts provenant de la salle des marchés et, dans une moindre mesure, par la baisse des coûts liés aux réserves obligatoires minimum détenues auprès des banques centrales, la hausse des revenus d'intérêts provenant des dépôts à terme de la clientèle, la hausse des revenus d'intérêts provenant des activités de gestion de trésorerie à court terme, la hausse des revenus d'intérêts provenant des obligations indexées sur l'inflation et la hausse des revenus d'intérêts provenant des activités d'ALM. Le volume des crédits à la clientèle a progressé de 7% sur une base organique, tandis que les dépôts de la clientèle (hors dépôts dans les filiales étrangères de KBC Bank) ont gagné 4% en glissement annuel sur une base organique. La marge nette d'intérêts pour les six premiers mois de 2026 s'élève à 2,20%, soit une hausse de 14 points de base en glissement annuel.
- **Résultat des services d'assurance** (revenus des activités d'assurance avant réassurance - charges des services d'assurance avant réassurance + résultat net des contrats de réassurance détenus): en hausse de 11% à 341 millions d'euros (229 millions d'euros pour l'assurance non-vie et 112 millions d'euros pour l'assurance vie). Le ratio combiné de l'assurance non-vie pour les six premiers mois de 2026 s'établit à 85%, contre 87% pour l'exercice complet 2025. Les ventes des produits d'assurance non-vie (primes brutes comptables) ont augmenté de 9% pour atteindre 1 588 millions d'euros, avec des hausses dans toutes les branches principales, tandis que les ventes de l'assurance vie ont progressé de 18% pour s'établir à 1 974 millions d'euros, grâce à l'augmentation des ventes de produits d'assurance vie de la branche 23 et branche 21, tandis que les ventes de produits hybrides ont légèrement reculé.
- **Revenus nets de commissions:** en hausse de 10% à 1 487 millions d'euros. Cette évolution s'explique par l'augmentation des commissions liées aux services de gestion d'actifs et, dans une moindre mesure, aux services bancaires (hausse des revenus de commissions pour les services de paiement et les services de titres, partiellement compensée par des charges de coupon liées au SRT, entre autres facteurs). À la fin du mois de juin 2026, les actifs sous gestion totaux s'inscrivaient en hausse de 17% pour atteindre 328 milliards d'euros, sous l'effet combiné des entrées nettes (+4 points de pourcentage) et de la contribution positive de la performance du marché en glissement annuel (+13 points de pourcentage).
- **Revenus à la juste valeur et liés au trading et produits et charges financiers de l'assurance:** en baisse de 132 millions d'euros pour atteindre -211 millions d'euros. Cette évolution s'explique notamment par la baisse des revenus de la salle des marchés et, dans une moindre mesure, par la baisse du résultat des dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management et par des ajustements plus négatifs de la valeur de marché (xVA).
- **Tous les autres éléments de revenus combinés:** en hausse de 3% à 192 millions d'euros, due essentiellement à l'augmentation des revenus de dividendes et à une légère baisse des autres revenus nets.
- **Charges d'exploitation, hors taxes bancaires et d'assurance:** hausse de 9% à 2 423 millions d'euros, attribuable à une augmentation des coûts de personnel (revalorisation des salaires et bonus exceptionnel accordé aux collaborateurs en raison de l'excellent résultat de 2025), des charges liées aux ICT, des coûts de marketing, des frais professionnels et des charges d'amortissement. Si l'on exclut les effets de change, l'impact des nouvelles acquisitions et le bonus pour résultat exceptionnel accordé aux collaborateurs, les charges d'exploitation ont augmenté de 3,4%, ce qui est parfaitement conforme à nos prévisions. Les taxes bancaires et d'assurance se montent à 613 millions d'euros, en hausse de 8% en rythme annuel, en raison notamment

d'une augmentation des prélèvements nationaux (en Hongrie et en Belgique principalement), partiellement compensée cela dit par une contribution moins élevée aux systèmes de garantie des dépôts (en Belgique principalement). Le ratio charges/produits pour les six premiers mois de 2026 ressort à 43% si l'on exclut certains éléments hors exploitation et si l'on répartit les taxes bancaires et d'assurance de façon homogène sur l'ensemble de l'année (46% pour l'exercice 2025 complet). Abstraction faite de l'intégralité des taxes bancaires et d'assurance, le ratio charges/produits pour la période sous revue s'établit à 40% (contre 41% pour l'exercice 2025 complet).

- **Réduction de valeur sur crédits:** charge nette de 231 millions d'euros, contre une charge nette de 155 millions d'euros durant la période de référence. Les six premiers mois de 2026 comprennent une charge de 143 millions d'euros pour le portefeuille de crédits et une augmentation de 88 millions d'euros de la réserve constituée au titre des incertitudes géopolitiques et macroéconomiques (contre une charge de 159 millions d'euros et une reprise de 5 millions d'euros, respectivement, durant la période de référence). Le ratio de coût du crédit s'est ainsi établi à 0,11% pour le premier semestre 2026, si l'on exclut les variations de la réserve constituée au titre des incertitudes géopolitiques et macroéconomiques, ainsi que l'acquisition de 365.bank. Si l'on inclut ces éléments, le ratio de coût du crédit s'élève à 0,17% pour le premier semestre 2026. Les réductions de valeur sur actifs *autres que des crédits* sont ressorties à 70 millions d'euros (en lien essentiellement avec les logiciels en Belgique et les pertes d'ajustement découlant de la prolongation de la période d'application du plafonnement des intérêts en Hongrie – voir plus haut), contre 8 millions d'euros au cours de la période de référence.
- **Le résultat net de 1 709 millions d'euros enregistré sur les six premiers mois de 2026** se répartit comme suit:
 - 1 063 millions d'euros pour la division Belgique, en hausse de 176 millions d'euros par rapport à l'année précédente;
 - 494 millions d'euros pour la division République tchèque, en hausse de 47 millions d'euros;
 - 339 millions d'euros pour la division Marchés internationaux, en baisse de 32 millions d'euros. Toutefois, si l'on exclut les taxes bancaires et d'assurance exceptionnelles ainsi que la réduction de valeur liée aux pertes d'ajustement en Hongrie, le résultat net est de 81 millions d'euros supérieur;
 - -188 millions d'euros pour le Centre de groupe, en baisse de 46 millions d'euros.

Événements dans le domaine ESG, déclaration relative aux risques et opinions économiques

Événements dans le domaine ESG

KBC poursuit ses efforts en matière de durabilité dans toutes ses activités stratégiques, et accompagne ses clients et parties prenantes sur le chemin de la transition vers une économie plus durable. Nous communiquons plus en détail sur notre approche, nos performances et nos progrès dans notre Déclaration relative à la durabilité (incluse dans le Rapport annuel) ainsi que dans le Sustainability Report que nous publions de façon volontaire (disponible sur www.kbc.com). Comme indiqué dans notre dernier Sustainability Report, nous avons accordé des crédits destinés à soutenir divers objectifs environnementaux pour un montant total de 34 milliards d'euros en 2025, preuve que le financement durable prend une place de plus en plus importante au sein de notre portefeuille.

Nos efforts restent continuellement salués par des organismes externes de premier plan. Le groupe a une nouvelle fois été inclus dans le Sustainability Yearbook de S&P Global et a été applaudi pour ses 25 participations annuelles consécutives au Corporate Sustainability Assessment (CSA) de S&P Global. KBC continue par ailleurs de figurer dans les principaux indices de durabilité, notamment la série d'indices FTSE4Good, et bénéficie de solides notations ESG. Cette large reconnaissance souligne notre engagement continu en faveur de la durabilité et notre volonté de créer de la valeur à long terme pour toutes les parties prenantes.

Déclaration relative aux risques

Nos activités étant principalement axées sur la banque, l'assurance et la gestion d'actifs, nous nous exposons à certains risques typiques pour ces domaines financiers tels que, mais sans s'y limiter, le risque de défaut de crédit, le risque de contrepartie, le risque de concentration, les fluctuations des taux d'intérêt, le risque de change, le risque de marché, le risque de liquidité et de financement, le risque d'assurance, l'évolution de la réglementation, le risque opérationnel, les litiges avec les clients, la concurrence d'autres acteurs et de nouveaux opérateurs ainsi que les risques économiques en général. Surveillés de près et gérés par KBC dans un cadre strict, ces risques peuvent toutefois avoir une incidence négative sur la valeur des actifs ou occasionner des charges supplémentaires excédant les prévisions.

À l'heure actuelle, plusieurs grands défis attendent le secteur financier. Ceux-ci découlent principalement des risques géopolitiques, qui ont considérablement augmenté au cours des dernières années (notamment la guerre en Ukraine, les conflits au Moyen-Orient (voir paragraphe suivant), les guerres commerciales attisées par les politiques douanières américaines et, plus généralement, les tensions croissantes entre les États-Unis et l'Europe). Ils entraînent ou sont susceptibles d'entraîner des chocs dans le système économique mondial (par exemple, au niveau du PIB et de l'inflation) et sur les marchés financiers (y compris les taux d'intérêt). Les économies européennes, dont les marchés domestiques de KBC, ne sont pas épargnées, ce qui crée un environnement commercial incertain, y compris pour les institutions financières. Le risque réglementaire et de compliance, lié par exemple aux exigences de capital, à la lutte contre le blanchiment de capitaux, au RGPD et à l'ESG/la durabilité, reste par ailleurs un thème dominant pour le secteur, tout comme le renforcement de la protection du consommateur. La numérisation (tirée par la technologie, y compris l'IA) présente des opportunités, mais menace aussi le modèle économique des organismes financiers traditionnels. Les risques liés au climat et à l'environnement revêtent par ailleurs une importance croissante. Les cyberrisques sont devenus l'une des principales menaces ces dernières années, pas uniquement pour le secteur financier, mais pour l'ensemble de l'économie. Ceci s'explique notamment par les tensions géopolitiques (cyberattaques commanditées par des États), mais aussi et de plus en plus par le progrès des nouvelles technologies, à l'image des récents développements entourant plusieurs entreprises d'IA de frontière permettant de détecter des vulnérabilités informatiques. KBC a déjà pris les mesures nécessaires pour renforcer sa vigilance et sa capacité à gérer une augmentation très probable du nombre de failles zero-day. Enfin, les gouvernements de toute l'Europe prennent des mesures de relance supplémentaires pour soutenir leurs budgets (par le biais d'une augmentation des contributions fiscales du secteur financier), mais aussi leurs citoyens et les

entreprises (en plafonnant, par exemple, les taux d'intérêt des crédits ou en plaidant pour des taux d'intérêt plus élevés sur les comptes d'épargne).

Ces derniers mois ont été marqués par un conflit armé opposant les États-Unis, Israël et l'Iran, qui a débuté fin février 2026. Ce conflit a entraîné une instabilité régionale, voire mondiale, qui a perturbé les voies commerciales et les chaînes d'approvisionnement, notamment sur les marchés de l'énergie et plus largement liés aux combustibles fossiles, et provoqué une forte volatilité sur les marchés financiers. Les conditions financières se sont durcies, mettant parfois les marchés du financement sous pression. Les prévisions de croissance économique mondiale et européenne ont par conséquent été revues à la baisse, tandis que les anticipations d'inflation ont augmenté. Ce contexte a par ailleurs renforcé l'incertitude entourant la trajectoire future des taux d'intérêt, qui augmentent déjà depuis quelques mois. L'exposition directe de KBC à la région du Moyen-Orient est très limitée. Néanmoins, KBC suit de près l'impact macroéconomique du conflit et ses potentielles répercussions sur le groupe et ses clients, tant sur le plan financier qu'opérationnel, en accordant une attention particulière aux secteurs et contreparties liés à l'énergie et sensibles à l'évolution des prix de l'énergie. Les cybermenaces à caractère géopolitique constituent un autre point d'attention, notamment les menaces accrues visant les grandes entreprises technologiques basées aux États-Unis, qui jouent un rôle important en tant que fournisseurs d'infrastructures numériques essentielles pour le secteur financier, et notamment pour KBC.

Les données relatives à la gestion des risques sont reproduites dans nos rapports annuels, les rapports trimestriels et les Risk Reports, tous disponibles sur le site www.kbc.com.

Notre opinion sur la croissance économique, les taux d'intérêt et les taux de change

Le deuxième trimestre 2026 a été marqué par les événements géopolitiques liés au détroit d'Ormuz, ainsi que par leur impact sur les prix mondiaux de l'énergie.

Au deuxième trimestre, l'activité économique a progressé de 0,4% (chiffre non annualisé) aux États-Unis, soit un peu moins qu'au premier trimestre. La croissance économique domestique (et en particulier le marché du travail et les investissements des entreprises) a tenu bon.

Dans la zone euro, la croissance économique s'est avérée étonnamment solide au deuxième trimestre (0,4%) et s'est améliorée par rapport au trimestre précédent (0,0%, mais positive si l'on exclut les données irlandaises particulièrement volatiles). Dans nos pays stratégiques que sont la Belgique, la République tchèque, la Hongrie, la Slovaquie et la Bulgarie, elle est ressortie à 0,0%, 0,4%, 0,4%, 0,1% (estimation) et 0,7% (estimation), respectivement. Dans l'ensemble, la croissance dans la zone euro et sur nos marchés stratégiques devrait rester assez faible en 2026 compte tenu des prix élevés de l'énergie et de l'incertitude économique.

Dans la zone euro, l'inflation globale et l'inflation de base se sont élevées à respectivement 2,8% et 2,2% en juin. Après un cessez-le-feu temporaire entre les États-Unis et l'Iran, qui a entraîné – du moins brièvement – une baisse des cours à terme du pétrole et du gaz, la reprise des hostilités qui a suivi a provoqué une nouvelle hausse des prix de l'énergie. Face à la généralisation des pressions inflationnistes sous-jacentes, la BCE a relevé son taux de dépôt de 25 points de base en juin, le portant à 2,25%, avant d'opter pour le statu quo lors de sa réunion de juillet. Au vu des risques d'accélération de l'inflation, nous prévoyons une nouvelle hausse des taux de 25 points de base, à 2,50%, en septembre.

La Fed a maintenu son taux directeur inchangé, à 3,625%, au deuxième trimestre. Elle devrait procéder à un relèvement de 25 points de base au troisième trimestre, compte tenu d'une inflation élevée dans un contexte de marché du travail résilient.

Depuis le début du deuxième trimestre, les rendements américains et allemands à 10 ans ont augmenté de 33 et 17 points de base respectivement, principalement en raison de l'impact inflationniste du choc des prix énergétiques, de ses implications en termes de politique monétaire et, dans le cas des États-Unis, d'une croissance économique domestique solide.

En juin 2026, la Banque nationale tchèque (CNB) a relevé son taux directeur de 25 points de base, le portant à 3,75%. La banque centrale devrait s'en tenir à cette politique de taux restrictive pendant un certain temps afin de maîtriser le risque sous-jacent de hausse de l'inflation. Grâce au soutien apporté par le processus global de convergence de l'économie nationale, la couronne tchèque devrait selon nous continuer de s'apprécier par rapport à l'euro au cours des prochains trimestres.

En juillet 2026, la Banque centrale hongroise a abaissé son taux directeur à 5,75%. Nous prévoyons une nouvelle baisse au troisième trimestre, et la poursuite du cycle d'assouplissement en 2027. Une politique monétaire toujours restrictive et un taux de change fort pour le forint hongrois renforceront la tendance à la désinflation.

Nos prévisions

Prévisions pour l'ensemble de l'exercice 2026

(mises à jour)

Prévisions pour l'ensemble de l'exercice 2026*

Revenus totaux	env. +11,0% en g. a. (contre au moins +9,9% en g. a. précédemment)
Revenus nets d'intérêts	env. 7,05 milliards d'euros (contre au moins 6 725 millions d'euros précédemment)
Croissance organique des volumes de prêts	au moins +6% en g. a. (contre env. +5% en g. a. précédemment)
Revenus des activités d'assurance (avant réassurance)	env. +9,0% en g. a. (contre au moins +7,5% en g. a.)
Charges d'exploitation (hors taxes bancaires et d'assurance)	env. +7,7% en g. a.* (env. +3,4% en g. a.* sur une base organique) (en dessous de +7,7% en g. a.* et en dessous de +3,4% en g. a.* précédemment)
Ratio charges/produits (hors taxes bancaires et d'assurance, mais y compris les commissions d'assurance versées)	env. 40% (inchangé)
Ratio combiné, assurance non-vie	en dessous de 91% (inchangé)
Ratio de coût du crédit	bien en dessous de 25-30 points de base (inchangé)

* Ce montant n'inclut pas le bonus pour résultat exceptionnel de 23 millions d'euros accordé aux collaborateurs.

Prévisions sur le moyen à long terme

(telles que fournies avec les résultats du 4TR2025)

Prévisions pour l'ensemble de l'exercice 2028

Revenus totaux	CAGR (2025-2028): au moins +7,7%
Revenus nets d'intérêts	CAGR (2025-2028): au moins +8,6%
Revenus des activités d'assurance (avant réassurance)	CAGR (2025-2028): au moins +7,5%
Charges d'exploitation (hors taxes bancaires et d'assurance)	CAGR (2025-2028): en dessous de +4,3%
Ratio charges/produits (hors taxes bancaires et d'assurance, mais y compris les commissions d'assurance versées)	en dessous de 38%
Ratio combiné, assurance non-vie	en dessous de 91%
Ratio de coût du crédit	bien en dessous de 25-30 points de base

Politique en matière de dividendes et d'affectation du capital (telle que fournie avec les résultats du 1TR2025)

• Politique en matière de dividendes:

- Ratio de distribution (y compris coupon AT1) compris entre 50% et 65% du bénéfice consolidé de l'exercice comptable
- Dividende intérimaire de 1 euro par action versé en novembre de chaque exercice comptable en tant qu'acompte sur le dividende total

• Politique en matière d'affectation du capital:

- Nous avons pour ambition de rester l'un des organismes financiers les mieux capitalisés d'Europe
- Chaque année (au moment de l'annonce des résultats de l'exercice complet), le Conseil d'administration décidera, à sa discrétion, de l'affectation du capital. La poursuite de la croissance organique et les fusions et acquisitions constitueront les priorités
- Nous cibons un ratio common equity à pleine charge hors plancher de 13% minimum
- Nous remplirons les catégories AT1 et Tier-2 au sein de l'exigence P2R et utiliserons le SRT (Significant Risk Transfer ou "transfert de risque significatif") dans le cadre du programme d'optimisation des actifs pondérés par le risque

Prochains événements et références

Agenda

Dividende intérimaire de 1 euro: date de détachement du coupon: 4 nov. 2026, date d'enregistrement: 5 nov. 2026, date de paiement: 6 nov. 2026

Publication des résultats du 3TR2026: 12 novembre 2026

Publication des résultats du 4TR2026/de l'exercice 2026 et événement thématique: 11 février 2027

Autres événements: www.kbc.com / Investor Relations / Calendrier financier

Informations complémentaires sur le trimestre sous revue

Rapport trimestriel: www.kbc.com / Investor Relations / Rapports

Présentation de l'entreprise: www.kbc.com / Investor Relations / Présentations

Kurt De Baenst

Investor Relations, KBC Groupe
+ 32 472 50 04 27 – kurt.debaenst@kbc.be

KBC Groupe SA – Avenue du Port 2 – 1080 Bruxelles

Les communiqués de presse de KBC sont disponibles sur le site www.kbc.com ou peuvent être obtenus en envoyant un courriel à pressofficekbc@kbc.be

Katleen Dewaele

Directeur Communication Corporate / Porte-parole
KBC Groupe
+ 32 475 78 08 66 – katleen.dewaele@kbc.be

*** Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées**